



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 9ème législature

### Cotisations

Question écrite n° 7973

#### Texte de la question

M Jean-Pierre de Peretti della Rocca attire l'attention de Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la famille, sur le projet gouvernemental de plafonner des cotisations d'allocations familiales. Une telle mesure a pour but d'alléger les charges qui pèsent sur le coût de la main-d'œuvre et de consolider la situation financière des entreprises, mais en contrepartie alourdit considérablement la cotisation personnelle d'allocations familiales des travailleurs indépendants et en particulier des médecins. Cette majoration ira de 100 à 250 p 100, entraînant ainsi une baisse annuelle des revenus de 2 à 5 p 100 pour les médecins dont les revenus dépassent 200 000 F. L'on sait que le pouvoir d'achat de cette profession n'a cessé de diminuer depuis 1975, cette nouvelle charge financière est intolérable et constitue une attaque contre l'exercice libéral. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour sauvegarder la défense de l'entreprise libérale.

#### Texte de la réponse

Reponse. - En application de la loi no 89-18 du 13 janvier 1989, les cotisations d'allocations familiales sont partiellement plafonnées à compter du 1er janvier 1989, et en ce qui concerne les cotisations assises sur les salaires, dues par les employeurs, totalement plafonnées à compter du 1er janvier 1990. Cette mesure cherche à atteindre un double objectif de justice sociale et d'efficacité économique. Rendant le prélèvement proportionnel aux rémunérations assujetties, le plafonnement des cotisations est une mesure d'équité qui supprime la dégressivité de la charge des cotisations résultant d'une assiette plafonnée. Par la réduction du taux des cotisations qui lui est associée, le plafonnement conduit, en outre, à abaisser le coût du travail pour les emplois à moyen ou bas salaire. Ainsi, les cotisations passent de 9 p 100 à 8 p 100 au 1er janvier 1989 pour toutes les rémunérations mensuelles inférieures au plafond de la sécurité sociale, soit 10 340 F. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la politique de l'emploi engagée par le Gouvernement, et qui vise notamment à inciter à l'embauche par l'allègement des charges sur les emplois les moins rémunérés. Les honorables parlementaires s'inquiètent du coût de cette mesure pour les travailleurs indépendants et, en particulier, pour les professions libérales de santé. Il faut souligner tout d'abord que le plafonnement est favorable aux professions libérales ayant des revenus faibles et moyens, et notamment aux jeunes qui s'installent, dans la mesure où le taux de cotisation diminue. De plus, à l'occasion des débats à l'Assemblée nationale et au Sénat, le Gouvernement a retenu des propositions émanant de parlementaires et spécifiques aux travailleurs indépendants. Ces professions ne verront pas leurs cotisations totalement plafonnées en 1990 : les cotisations d'allocations familiales des travailleurs indépendants demeureront assises pour partie sur l'intégralité du revenu professionnel, pour partie dans la limite du plafond. La charge qui aurait résulté d'un plafonnement total pour les travailleurs indépendants à haut revenu est ainsi sensiblement allégée.

#### Données clés

**Auteur :** [M. de Peretti Della Rocca Jean-Pierre](#)

**Circonscription :** - Union pour la démocratie française

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 7973

**Rubrique** : Prestations familiales

**Ministère interrogé** : famille

**Ministère attributaire** : solidarité, de la santé et de la protection sociale

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 9 janvier 1989, page 109